

La Banque d'Algérie réagit au rapport de la BM

Page 5

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3948 - Mardi 16 août 2016 - Prix : 10 DA

Pressenti pour prendre la tête de la Fondation pour l'Islam de France

Chevènement conseille la «discrétion» aux musulmans

Page 3



Fuite des terroristes de Daech dans les pays voisins

L'Algérie en état d'alerte

3

Gare à une victoire trop facile !

Par Mohamed Habili

Mossoul n'est pas encore reprise que déjà des voix s'élèvent ici et là, aux Etats-Unis notamment, pour dire que le plus difficile pour l'Irak ce n'est pas de l'emporter sur Daech mais de relever les défis de la paix dans une province majoritairement sunnite, le communautarisme sur une base religieuse étant porté dans la majeure partie de ce pays à son incandescence. Il y a encore peu de temps, les Américains en particulier se montraient encore plus pessimistes : ils doutaient que les forces irakiennes puissent reprendre Mossoul, comme ils avaient douté auparavant qu'elles puissent rentrer dans Ramadi, dans Falloudja, et dans bien d'autres positions occupées par Daech. On peut dire qu'il ne s'est pas trouvé une seule opération d'importance devant être menée par les Irakiens que les conseillers militaires américains n'aient pas cherché à reporter, au motif qu'il faut commencer par ramener un minimum de concorde entre les différentes composantes de la société irakienne avant de rien entreprendre d'ambitieux. Si le gouvernement irakien n'avait pas décidé de passer outre les réticences de son principal allié dans la guerre contre Daech, nulle ville ni province ne seraient libérées à l'heure qu'il est. Les Américains se sont trouvés à chaque fois contraints et forcés d'assurer la couverture aérienne que leur demandaient les Irakiens, qui en effet se montraient disposés à s'en passer.

Suite en page 3

L'approche de l'Aïd El Adha dope le marché

La saignée des bourses annoncée



L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à un mois de cette fête, les éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout. Les prix sont si scandaleusement élevés que beaucoup de pères de famille au revenu moyen passeront certainement un Aïd sans sacrifice.

Page 2

Les réformes du Bac sur la table du gouvernement fin août

Benghebrit réussira-t-elle face à ses détracteurs ?

Page 2

Théâtre

La comédie «Metzeouedj fi otla» bientôt en livre de poche

Page 13

L'approche de l'Aïd El Adha dope le marché

La saignée des bourses annoncée

■ L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à un mois de cette fête, les éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout. Les prix sont si scandaleusement élevés que beaucoup de pères de famille au revenu moyen passeront certainement un Aïd sans sacrifice.

Par Meriem Benchaouia

C'est l'amer constat que tout le monde peut faire à travers tous les espaces de vente. En effet, après les dépenses faramineuses, durant le mois sacré du ramadhan et les vacances d'été, vient maintenant l'Aïd El Adha pour donner le coup de grâce aux familles algé-

riennes qui se plaignent constamment de la cherté de la vie et de la baisse du pouvoir d'achat. Le mouton de l'Aïd est devenu un lourd fardeau pour les petites bourses qui n'arrivent même pas à subvenir à leurs besoins. La problématique ne se résume pas seulement dans le pouvoir d'achat qui constitue en lui-même un handicap majeur pour les citoyens, mais aussi il ne faut guère négliger la hausse des prix inexplicables, exercée par les marchands de bétail, en gros ou en détail. Maintenant, on constate la prolifération de points de vente anarchiques défiant la réglementation délimitant les aires de vente et piétinant les règles d'hygiène au vu et au su des services concernés. En effet, de nombreux points de vente clandestins ont été enregistrés ces derniers jours. Nombre de personnes se sont donc improvisées maquignons ou revendeurs bien qu'ils ne connaissent rien au métier. L'augmentation des prix ne s'arrêtera donc pas en si bon chemin. D'où la difficulté des services vétérinaires de contrôler le cheptel. Le moins cher des moutons, plutôt des agneaux, ne coûte pas moins de 45 000 DA. Tandis que le prix d'un bélier cornu varie entre 50 et 65 000 DA, de même le mouton ne dépassant pas deux ans, est proposé entre 45 et 46 000 DA. Les maquignons estiment, par ailleurs, que la fête de l'Aïd al Adha, compte tenu du fait qu'elle constitue une période de forte demande, donne également lieu à l'apparition d'un grand nombre d'éleveurs occasionnels dont l'influence sur le marché est, insistent-ils, «indéniable». Face à cette hausse des prix, de nombreuses familles ont décidé de ne pas faire le pas cette année.



Ph/DR

«Je n'ai pas les moyens pour l'achat d'une bête à 60 000 DA», confie un père de famille. Même son de cloche chez les retraités. Accompagné de ses deux fils, un autre père de famille s'est justifié : «Je suis là juste pour regarder les prix, mais je ne pense pas que je vais acheter un mouton cette année». Un véritable dilemme se pose aux chefs de famille à l'approche de cette fête. Acheter le mouton, quitte à s'endetter, même au détriment des enfants, lesquels attendent cet événement avec joie et une grande impatience. «Je n'arrive pas à fermer l'œil, depuis un certain moment. Moi, c'est durant l'été, avant même la fin du mois de ramadhan que j'ai commencé à me faire du souci pour l'Aïd-el-Kebir. J'étais sûr que je ne parviendrais pas à assurer un mouton

à ma famille. Mon salaire est la seule rentrée financière de ma petite famille. Mes enfants sont trop petits pour m'aider dans les charges. Et puis, il y a leur école. J'ai déjà souffert et fait mille emprunts pour passer dignement la dernière fête de l'Aïd-el-Fitr et faire face aux dépenses des vacances. Je n'ai pas encore remboursé ces dettes qu'il faut que j'en fasse encore», se plaint un fonctionnaire et papa de quatre enfants. Par ailleurs, et en dépit de la cherté des moutons, certaines familles tiennent à observer le rite selon leurs moyens. A Alger, malgré un arrêté de la wilaya interdisant la vente de moutons dans les quartiers, nombreux sont ceux qui continuent à écouler leurs bêtes dans des locaux ou des hangars non réglementés. Ainsi rencontré

dans un quartier à Zéralda, Djamel, la quarantaine, expose une vingtaine de moutons, l'allure et la taille des moutons étaient révélatrices de leurs prix élevés. En outre, certains citoyens préfèrent se diriger vers les éleveurs faisant partie de leurs «connaissances» et en qui ils ont une entière confiance, même si, parfois, il leur faudra payer quelque milliers de dinars supplémentaires. Du côté des autorités, et s'agissant des points de vente et d'abattage, une campagne de sensibilisation a été minutieusement menée en vue d'assurer les meilleures conditions de vente de mouton, se basant notamment sur l'accessibilité aux lieux désignés ainsi que sur les règles d'hygiène et de propreté.

M. B.

Les réformes du Bac sur la table du gouvernement fin août

Benghebrit réussira-t-elle face à ses détracteurs ?

Les propositions portant sur la réforme de l'examen du baccalauréat seront soumises au gouvernement, dans quelques jours. Ces réformes sont dictées par le souci d'allègement de l'épreuve de cinq jours de l'examen et surtout pour parer au phénomène des fuites des sujets. Ainsi, le projet de réforme qui sera présenté au terme de cet été au gouvernement, probablement vers le 24 août prochain, inclura plusieurs points dont la diminution du nombre de jours et de matières de cet examen. Mais, aussi, la prise en compte de la fiche d'évaluation de l'élève durant toute l'année. Plusieurs propositions ont été peaufinées à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Réduction de la durée des épreuves, enseignement des

matières scientifiques (mathématiques, physique et sciences naturelles) en langue française, nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat... se sont là en résumé les propositions des pédagogues et des universitaires pour la refonte du Bac qui demeure inévitable. Les motifs d'une révision du système du Bac étaient, entre autres, dus au fait que les candidats concourraient dans des matières secondaires à la filière choisie, d'où l'impératif d'une réflexion sur la nécessité de se diriger vers «un baccalauréat plus spécialisé». A travers ce projet qui entrera en vigueur à partir de la prochaine rentrée scolaire, le candidat sera examiné dans les matières essentielles et les notes obtenues durant l'année scolaire seront prises en compte, en se basant sur la fiche d'évaluation.

Malgré l'acharnement de certaines parties sur la ministre et sa politique de gérer le secteur de l'Education nationale, elle continue à défendre ses réformes avec force. La ministre qui a reconnu que la baisse de niveau dans le secteur éducatif constitue un véritable problème, a affirmé qu'en effet, cela est dû à toutes les erreurs qui ont été commises par le passé. D'où la nécessité de mettre en application le plus tôt possible ce nouveau programme de réformes éducatives. Ce projet de réforme fait suite à une série d'études menées par des pédagogues, des académiciens et des scientifiques connus pour leur professionnalisme. Ils en ont déduit que les échecs scolaires sont en grande partie dus à la difficulté qu'apporte la langue arabe. Depuis sa nomination à la tête du secteur, Nouria

Benghebrit ne cesse d'être la cible des islamo-conservateurs qui l'accusent ouvertement d'être «une ennemie de la langue arabe» partie en «croisade contre l'un des constituants de l'identité nationale». A ce propos, elle s'est exprimée de la décision prise par son département d'enseigner les matières scientifiques en langue française. Pour la ministre, cette option ne vise nullement à porter atteinte à l'«identité nationale» comme voudraient le faire croire des parties malattentionnées. La ministre a tenu à signifier que ce choix est motivé par des considérations pragmatiques.

La ministre de l'Education a présenté à l'opinion publique le travail définitif et les propositions prises en considération, comme elle l'avait promis. Le dernier mot revient au gouvernement.

Louiza Ait Ramdane

Gaid Salah concernant la lutte antiterroriste :
«Le projet destructeur et dévastateur en Algérie a été vaincu»

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a poursuivi hier sa visite de travail et d'inspection dans la 2^e Région militaire. Au cours de cette visite, le chef d'état-major de l'ANP a présidé une réunion avec le Commandement, l'état-major et les cadres de la Région, ainsi que les chefs des grandes unités et les responsables des différents services de sécurité relevant du secteur de compétence, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Aussi, le général de corps d'Armée a prononcé une allocution d'orientation suivie, via visioconférence, par l'ensemble des personnels des unités de la Région, et au cours de laquelle il a tenu à rappeler «l'importance de cette rencontre, qui intervient à l'aube de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, célébrée le 20 août de chaque année, un double anniversaire des attaques du nord Constantinois en 1955 et de la tenue du Congrès de la Soummam en 1956». Le vice-ministre de la Défense nationale a également tenu à «valoriser les grands et laborieux efforts consentis pour le rétablissement de la sécurité, la stabilité et la quiétude dans notre pays». «La régression importante des activités terroristes dans notre pays et l'incapacité des résidus terroristes de commettre les moindres actes criminels, malgré la montée du phénomène terroriste dans notre environnement proche et lointain, démontre la réussite de l'approche adoptée par l'Armée nationale populaire durant ces dernières années» (...), a indiqué le chef d'état-major de l'ANP. «Tels sont les résultats obtenus contre le terrorisme, dont le projet destructeur et dévastateur en Algérie a été vaincu», a-t-il souligné.

Amel Z./APS

Fuite des terroristes de Daech dans les pays voisins

L'Algérie en état d'alerte

■ Les frontières algériennes sont toujours au rouge avec ce qui se passe en Libye et le risque d'infiltration des armes et des terroristes reste majeur.

Par Nacera Chennafi

La chasse continue contre les membres de Daech dans la ville de Syrte en Libye. Cette offensive est menée par des forces gouvernementales libyennes soutenues par les pays occidentaux. Dans ce cadre, le journal «Wall Street» a relevé le risque de «fuite des terroristes dans les pays voisins». Selon la même source qui cite des officiels libyens et occidentaux, «ces terroristes se dirigeraient vers les zones frontalières de la Libye pour tenter de s'échapper en direction des pays limitrophes comme l'Algérie, le Niger et la Tunisie». Le journal ajoute que ces «terroristes sont majoritairement originaires de ces pays, particulièrement de Tunisie et du Niger».

Selon le quotidien américain, «les États voisins de la Libye sont en état d'alerte pour tenter de les contrer et les bloquer». Cependant, la même source cite un officiel occidental qui suit l'offensive sur Syrte qui évoque le «professionnalisme pour contrôler ces mouvements». Le journal relève que «les frontières poreuses et les étendues désertiques favorisent les mouvements furtifs».

Selon ce journal, «la prise de Syrte comme quartier général de Daech sur le sol libyen et ancien fief de l'ex-dirigeant libyen Mouamar Kaddafi, est un sérieux revers pour l'organisation terroriste».

Il faut dire que les Américains se sont impliqués dans la lutte contre Daech en Libye. En début de mois en cours, le chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, a annoncé que les États-Unis avaient procédé à des frappes aériennes contre des positions du groupe Etat islamique (EI)



Ph./DR

dans son fief à Syrte, à la demande de ce cabinet, «infligeant de lourdes pertes (aux djihadistes)», avait indiqué M. Sarraj lors d'une allocution télévisée.

Il est à noter que l'Algérie dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme et la protection du territoire national a déployé des moyens colossaux au niveau des frontières que ça soit à cause de ce qui se passe en Libye, au Mali ou la région du Sahel en général.

L'Algérie a toujours favorisé la solution interne et politique pour le règlement des conflits régionaux avec l'encouragement de dialogues entre les différentes parties. Et pour le cas de la Libye, elle continue à déployer des efforts diplomatiques pour arriver à un gouvernement d'union nationale et dans ce cadre, elle adéjà abrité des discussions entre les différentes parties libyennes. Cependant, l'infiltration de ce qui s'autoproclame Organisation Etat islamique ou bien Daech a compliqué la situation en Libye avec

notamment l'ingérence étrangère.

Personne ne peut oublier que l'Algérie était catégorique dans son rejet à l'offensive militaire occidentale menée en Libye en 2011, terminée avec la mort du colonel Kaddafi mais d'autres conséquences reconnues par les puissances étrangères dont la circulation des armes et des terroristes. Aujourd'hui, l'Algérie fait de nouveau face à ce risque mais probablement avec moins de degré avec le haut professionnalisme de l'Armée nationale populaire. Dimanche dernier, le ministre de la Défense nationale avait annoncé la découverte de deux caches contenant un important lot d'armements et des munitions par des détachements de l'Armée nationale populaire à Tamanrasset, près des frontières. Il s'agit d'une opération menée dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Pour sa part, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale

populaire (ANP), poursuit ses visites d'inspection aux différentes Régions militaires dans le cadre du suivi sur le terrain des projets inscrits dans le programme de développement des Forces, en veillant personnellement à assister et superviser de près l'exécution des exercices de tir à balles réelles.

Et il y a deux mois, le Président Bouteflika avait consacré un Conseil interministériel spécialement pour la situation sécuritaire aux frontières.

Il faut dire que les enjeux géopolitiques sont énormes en Libye avec la course pour avoir les commandes sur les puits de pétrole et l'ouverture sur les marchés de l'Afrique, l'Algérie comme puissance dans la région du Sahel connaît bien ces enjeux et ne cache pas que la stabilité de la Libye veut dire aussi la stabilité de toute la région.

L'Algérie abritera fin septembre prochain une conférence internationale sur la démocratie et la lutte contre le terrorisme.

N. C.

LA QUESTION DU JOUR

Gare à une victoire trop facile !

suite de la page Une

Mais ceux-ci n'auraient sans doute pas pu imposer leur propre rythme de reconquête à l'allié américain si la Russie en intervenant directement en Syrie n'avait pas par là même changé la donne dans la région. C'est en tout premier lieu l'entrée dans la guerre de l'aviation russe, dont le premier effet a été de sauver le régime syrien, qui était en train de s'effondrer, qui a obligé les Américains à revoir nettement à la baisse leur estimation du temps que prendrait la guerre pour en finir avec Daech - et encore n'est-ce qu'en Irak, le conflit syrien relevant quant à lui d'un tout autre processus, d'une approche différente, tant militaire que politique. Ils en avaient parlé en termes de décennies avant d'en venir, ce qui d'ailleurs est relativement récent, à assigner à la séquence une durée bien plus courte, deux années plus exactement, alors que les autorités irakiennes se sont fait fort de libérer tout le pays dès cette année. De façon significative, c'est aux mêmes raisons avancées par eux en vue de faire reporter les opérations de reconquête que les Américains ont recours pour le moment pour avertir que le plus dur n'est pas de chasser Daech de la principale place forte qu'il occupe, Mossoul, mais d'y ramener la concorde communautaire, compte tenu de la prédominance de l'élément sunnite dans cette partie de l'Irak. Ces considérations s'étant révélées erronées la première fois, c'est-à-dire avant que nulle ville ne soit reprise, pourquoi ne le seraient-elles tout autant après la bataille de Mossoul, dont les Américains eux-mêmes disent désormais que non seulement elle est gagnable, mais qu'elle le sera assez facilement. A leur décharge il convient de dire qu'ils ont gardé à l'esprit la débandade de l'armée syrienne en 2014 devant l'avancée des colonnes de Daech, débandade explicable non par la peur, la sous-estimation de l'adversaire, ou par une toute autre raison d'ordre militaire, mais par le fait qu'une partie de ces forces avait bel et bien trahi. Ils ne voient pas, ou alors ils feignent de ne pas voir, que l'armée syrienne a trouvé parade à cette faille dans les batailles précédentes, en plaçant derrière les premières lignes, et sous le même commandement général, des milices chiites chargées d'une tâche non déclarée de prophylaxie, consistant à empêcher toute marche vers l'arrière des forces envoyées au front.

M. H.

Pressenti pour prendre la tête de la Fondation pour l'Islam de France Chevènement conseille la «discrétion» aux musulmans

«Les musulmans, comme tous les citoyens français, doivent pouvoir pratiquer leur culte en toute liberté. Mais il faut aussi qu'ils comprennent que, dans l'espace public où se définit l'intérêt général, tous les citoyens doivent faire l'effort de recourir à la «raison naturelle», a déclaré Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Intérieur et président de l'association France-Algérie, dans une interview parue hier dans le quotidien français «Le Parisien».

Alors que les polémiques se succèdent autour du port du voile et désormais du burkini sur les plages, à l'instar de l'incident en Corse, et que la méfiance envers les musulmans s'accroît, Jean-Pierre Chevènement, qui rappelle qu'il est pressenti pour prendre la tête de la Fondation pour l'Islam de France, conseille aux musulmans de pratiquer leur foi dans la «discrétion». Il expliquera qu'il s'agit là d'un «conseil que je donne dans cette période difficile - comme le recteur de la mosquée de Bordeaux».

Dans une France de plus en plus sécularisée, cosmopolite et multiculturelle, les réactions de certains politiques français à l'égard

des manifestations du fait religieux musulman restent ahurissantes, reflétant même l'ambiguïté de cette laïcité tant revendiquée. Liberté, Egalité, Fraternité, une trilogie républicaine évoquée pour la première fois par Robespierre devenue la devise nationale française. Si de prime abord cette déclaration intervient, à juste titre, pour calmer une situation sociale et sécuritaire minée par la menace terroriste islamiste de Daech, et la montée de l'islamophobie, il n'empêche, et c'est moins que l'on puisse dire, que le terme de «discrétion» est franchement mal choisi. Et ce dans le sens où ce terme peut effectivement choquer la sensibilité, voire être interprété comme étant une atteinte aux libertés individuelles. une confusion qui aurait été évitée si ce responsable avait appelé, tout simplement et à raison, à la pratique de la religion musulmane dans le strict respect des lois de la République. Concernant son aval pour diriger la nouvelle Fondation pour l'Islam de France que le gouvernement français veut remettre sur les rails en l'institutionnalisant, Chevènement a posé la «condition» que «les financements étrangers soient prohibés afin

que tout se passe dans la plus grande transparence et que l'Islam de France dépende d'un argent collecté en France». Selon lui, «l'Islam de France, y compris dans sa version théologique où je n'ai pas à intervenir, doit pouvoir se développer avec des fonds français ou, en tout cas, qu'un mécanisme de transparence soit institué en l'absence de tout «fléchage» de la part des donateurs», explique-t-il, alors que certains ont critiqué la possible nomination d'un non-musulman à la tête de la fondation. Et de préciser à ce propos que «d'autre part, mon acceptation de principe ne signifie en aucune manière que je renonce à ma liberté d'expression en tant qu'homme politique au long cours».

Pour rappel, François Hollande évoquait au début du mois d'août, le nom de Jean-Pierre Chevènement pour diriger la nouvelle Fondation pour les œuvres de l'Islam de France. Une initiative que le principal intéressé a estimé dans son interview accordée au «Parisien» être «une bonne réponse à la poussée du terrorisme», affirmant ne pas vouloir «se dérober» à cette mission.

Lynda Naili

En cas de non-résolution pacifique de la cause sahraouie

Le recours aux armes est envisageable selon Bouhali Mohamed

■ Le peuple sahraoui sera contraint de recourir aux armes si les résolutions et négociations pacifiques sur la question du Sahara occidental s'avèrent vaines. Une déclaration faite hier au Forum d'«Echaab» par Mohamed Lamine Bouhali, porte-parole sahraoui et également ministre de l'Habitat.

Par Yacine Djadel

En effet, lors de son passage hier au Forum d'«Echaab», le ministre sahraoui de l'Habitat, Mohamed Lamine Bouhali, anciennement ministre de la Défense et porte-parole de cette cause, n'a pas manqué d'affirmer toute la détermination du peuple sahraoui d'aller jusqu'au bout de sa lutte libre et légitime.

De ce fait ce dernier, après avoir pointé du doigt sévèrement l'inefficacité des Nations unies à vouloir réellement exécuter l'accord en application de la résolution 2218 (2015) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a prorogé le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) jusqu'au 30 avril 2016, ce dernier

a déclaré clairement que le peuple sahraoui, bien qu'il ait des aspirations de paix dans sa lutte, le retour aux armes est vraiment une solution envisageable si les événements n'évoluent pas vers sa propre indépendance. A ce propos, le combat et d'autres tentatives de dialogue et aux négociations diplomatiques avec l'aide de la communauté internationale seront toujours au menu, a-t-il ajouté. Revenant au laxisme de l'ONU, celui-ci a mis l'accent également, de manière précise, sur quelques responsables de pays étrangers membres des Nations unies qui, selon lui, ne manquent pas de manifester pour le Sahara occidental d'autres intérêts que celui de leur aide réelle. Néanmoins la cause sahraouie espère et attend toujours de ces derniers plus de pression sur le Maroc afin d'assumer leurs responsabilités et engagements internationaux. De son côté la militante sahraouie des droits de l'homme Amina Bali, a dressé un bilan des plus désolants sur la situation encore catastrophique qui sévit actuellement dans les



Ph/E. Soraya J.A.

zones d'occupation marocaine. Sur ce point elle a dit : «Il y a encore au Sahara occidental des tortures, des tueries ainsi qu'une

grande répression surtout des médias, la situation est toujours alarmante. Nous en tant que peuple nous ne voulons que la

lutte pacifique pour la libération de notre pays», a-t-elle laissé entendre.

Y.D.

Tombé d'une embarcation au port de Boudis/Jijel Un jeune estivant de 20 ans se noie

UN JEUNE estivant a trouvé la mort, par noyade au port de Boudis (Jijel) alors qu'il tentait de se prendre en photo, a fait savoir hier la Protection civile. La victime âgée de 20 ans, originaire de Ain Témouchent voulait se photographier, dimanche soir, était tombée d'une embarcation amarrée au port, a précisé la chargée de communication de la Protection civile, le lieutenant Ahlem Boumala. Seize agents de ce corps constitué dont trois plongeurs professionnels ont été mobilisés pour repêcher le corps, sans vie, du noyé après une intervention qui a duré plus de 2 heures, a-t-on souligné. Depuis le début de la saison estivale, pas moins d'une dizaine de noyades d'estivants, sur différentes plages (non autorisées et non surveillées ou réglementées) ont été enregistrés. La direction de la Protection a, par ailleurs, rappelé, dans un communiqué, que son dispositif de surveillance des plages surveillées et autorisées à la baignade, depuis début juin, fonctionne avec "efficacité", précisant qu'un seul cas de noyade s'est produit sur une plage surveillée pendant les heures de surveillance. Ce dispositif est constitué de quatre cents (400) agents de la Protection civile déployés au niveau de 24 plages de la corniche jijelienne. Quelque 6 275 interventions de secours ont été enregistrées au 14 août dernier sur les plages fréquentées à ce jour par près de huit millions d'estivants, a indiqué à l'APS le lieutenant Boumala.

Rapport américain sur la liberté de culte

L'attachement de l'Algérie à la modération de l'Islam souligné

Le ministre des Affaires religieuses et des waqfs, Mohamed Aissa, a qualifié dimanche le dernier rapport du secrétariat d'Etat américain sur la liberté de culte de «positif» car mettant en évidence «l'attachement indéfectible de l'Algérie à la modération de l'Islam et à l'ouverture sur les autres religions et doctrines».

«Le rapport américain qui salue les efforts de l'Algérie en matière de respect de la pratique religieuse et la liberté de culte est positif dans tous ses aspects», a déclaré à la presse M. Mohamed Aissa au terme d'une rencontre d'orientation en direction des membres de la mission du Hadj (pèlerinage), soulignant qu'«il ne fait porter à l'Etat algérien aucune responsabilité dans la discrimination entre les religions mais met en exergue sa contribution effective et sérieuse à la consécration de la modération à travers sa collaboration et son ouverture sur les autres religions et doctrines». Il a salué également le rôle du secrétariat d'Etat américain qui œuvre, selon lui, à «améliorer ses rapports à ce sujet» pré-

cisant que «les lacunes contenues dans le rapport émanent principalement d'une incompréhension de la culture du peuple algérien qui garde encore en mémoire que le christianisme est lié au colonialisme et le judaïsme au sionisme en allusion à la cause palestinienne». Il a ajouté que «le changement de mentalités nécessite du temps et l'Algérie ne peut être jugée en raison de la culture de son peuple. La question exige davantage d'efforts pour comprendre le passé révolutionnaire et historique de notre peuple et son soutien des causes justes de par le monde».

Mohamed Aissa a appelé en outre, les imams à «redoubler d'efforts pour donner la véritable image de la religion musulmane en Algérie fondée sur la modération et laver l'Islam du phénomène du terrorisme que les ennemis lui attribuent».

Concernant la coopération en matière de formation des imams, il a rappelé la commission conjointe entre l'Algérie et l'Italie qui se charge de former des imams au profit de la

communauté musulmane résidant dans ce pays et les autres accords conclus avec les Etats-Unis et la Russie et plusieurs pays du Sahel et d'Asie.

Par ailleurs, l'Algérie prendra part «prochainement» au Niger à une rencontre sur la formation des formateurs religieux visant à «aider ce pays à faire face aux idées extrémistes».

L'Algérie accueillera également le mufti du Nigeria ainsi qu'un grand nombre de pèlerins africains qui devraient se rendre à la zaouïa Tidjannia à Ain Madhi (Laghouat) avant de se diriger vers les Lieux saints de l'Islam. M. Aissa a estimé que l'Algérie est «un pays pionnier en matière de gestion du hadj et de préservation de la dignité des hadjis», rappelant, à ce titre, les réformes engagées dans ce cadre. A cette occasion, le ministre a donné des instructions fermes aux membres de la mission, tout en les appelant à «préserver la dignité des pèlerins et à les accompagner durant l'accomplissement des rites du hadj».

DGSN/Alger

3 068 permis de conduire retirés et plus de 103 kg de kif saisis en juillet

Plus de 103 kg de cannabis et 12 552 comprimés psychotropes ont été saisis et 3 068 permis de conduire retirés par les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger durant le mois de juillet 2016, a indiqué hier un communiqué de la DGSN.

Dans le cadre de la lutte contre la drogue, les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi durant le mois de juillet 103,655 kg de cannabis, 2,5 g de cocaïne et 12 552 comprimés psychotropes, et retiré 3 068 permis de conduire, suite à 10 437 infrac-

tions au code de la route, ajoute le communiqué. 2 279 autres affaires traitées durant la même période ont permis l'arrestation de 2 145 individus, dont 1 119 sont impliqués dans des affaires relatives à la possession et à la consommation de drogues et de psychotropes, et 236 autres au port d'armes blanches prohibées, et 790 autres dans des affaires diverses. Selon le communiqué, 264 affaires liées à l'atteinte aux biens et aux personnes (679) ont également été traitées, dont 3 affaires d'homicide volontaire. «Les

services de police ont effectué 269 opérations de contrôle des activités commerciales organisées et appliqué 13 décisions de fermeture», selon la même source. «Les mêmes services ont retiré 3068 permis de conduire suite à 10 437 infractions au code de la route», indique le document, soulignant que le bilan de 59 accidents de la route survenus durant la période considérée fait état de 2 morts et 66 blessés. 40 292 appels ont été reçus via le numéro vert 15-48 et la ligne de secours 17.

Réserves de change

La Banque d'Algérie réagit au rapport de la BM

■ Le niveau des réserves de change à fin 2018 sera «nettement supérieur» à celui des 60 milliards de dollars avancé récemment par la Banque mondiale (BM), notamment en raison des effets de la consolidation budgétaire sur ces réserves, a assuré dimanche la Banque d'Algérie.

«**L**e niveau des réserves à fin 2018 sera nettement supérieur à celui annoncé par la BM, notamment en raison des effets de la consolidation budgétaire et de l'impact de celle-ci sur les comptes extérieurs et corrélativement des réserves de change», a souligné la Banque d'Algérie dans un communiqué transmis à l'APS en réaction au rapport publié par l'institution financière internationale sur la région Mena. «Le rapport de la Banque mondiale (BM) sur la région Mena situant le montant des réserves de change de l'Algérie, à l'horizon 2018, à 60 milliards de dollars paraît quelque peu alarmiste et ne reposant pas sur des hypothèses probantes», a indiqué la Banque centrale algérienne. Selon la même source, ce montant projeté à fin 2018 «est donné sans aucune autre précision sur les principales hypothèses sur lesquelles se fondent les économistes pour établir ce type de projection». Il s'agit dans ce sens des exportations d'hydrocarbures en volume et les prix par année, les importations par année en relation avec l'évolution des dépenses publiques et des soldes budgétaires (la dépense publique est l'un des déterminants du niveau des importations) et les déficits de la balance des paiements, a expliqué le communiqué. De fait, poursuit la Banque d'Algérie, la projection de la BM situant les réserves de change en 2018 à 60 milliards de dollars «fait l'impasse (omet) sur les évolutions prévisibles des différents indicateurs déterminant l'évolution des réserves de change de l'Algérie», ajoutant que la seule donnée est le prix du pétrole qui devrait osciller entre 41 et 60 dollars entre 2016 et 2018. S'agissant l'évolution des cours mondiaux de pétrole pour les deux prochaines années, les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) situent les prix moyens du pétrole à 36,6 dollars le baril en 2016, 42,8 dollars en



PH. > D. R.

2017 et 46 dollars en 2018, note encore la banque centrale. Pour ce qui est des exportations en volume des hydrocarbures, la Banque d'Algérie a observé qu'au premier semestre 2016, et pour la première fois depuis 2006, les quantités d'hydrocarbures exportées sont croissantes conformément aux prévisions du groupe Sonatrach. Quant aux exportations en valeur, l'institution financière algérienne s'attend à une baisse continue en raison de la baisse importante du prix du pétrole par rapport à 2015. Mais sur la base des prévisions d'augmentation des exportations d'hydrocarbures en tonnes équivalent pétrole (tep) entre 2016 et 2018 et, couplées à une croissance des prix telle que prévue par le département de la recherche du FMI, «cela se traduira par une croissance des exportations d'hydrocarbures en valeur sur cette même période». Concernant les importations, la même source a rappelé qu'elles ont connu une tendance baissière depuis début 2015, chutant de 11,8% (de 59,7 à 52,7 Mds USD), soit sept milliards de dollars USD en moins, en 2015 par rapport à 2014. Cette courbe baissière s'est poursuivie au premier semestre 2016 avec une diminution de 11,2% par rapport à la même période. En effet, les

importations de biens ont baissé de 27,6 à 25,1 milliards de dollars entre le premier et le second semestre de 2015 et de 25,1 à 24,5 milliards de dollars entre le second semestre de 2015 et le premier semestre de 2016. Ainsi, ces évolutions inverses des exportations et des importations «vont réduire substantiellement les déficits de la balance commerciale et, par conséquent, les déficits des balances courante et globale», a affirmé la Banque centrale algérienne.

Les réserves de change attendues à 122 mds dollars à fin 2016

Sur le plan des dépenses publiques, la même source a fait remarquer que les projections de la BM «semblent tableter sur une totale inertie et absence de réactivité des pouvoirs publics». «Or, un des axes importants de la problématique du nouveau modèle de croissance fondé sur l'investissement marchand (et non plus la dépense publique), annoncée par les pouvoirs publics, est la consolidation budgétaire sur la période 2017 à 2020», a-t-elle ajouté. Cette consolidation budgétaire consiste, à cet horizon, à faire en sorte que l'Etat «ne dépense pas beaucoup plus qu'il n'a de recettes et devrait donc déboucher vers des

déficits parfaitement soutenables, sinon vers un équilibre budgétaire». La Banque d'Algérie a, toutefois, tenu à préciser que cette démarche «ne signifie pas qu'il y aura des coupes drastiques dans les dépenses publiques». «Cette consolidation vise autant à mieux recouvrer les recettes qu'à rationaliser les dépenses», a soutenu la BA, soulignant que l'économie algérienne «recèle d'énormes gisements inexploités en matière de recettes fiscales». La rationalisation de la dépense signifie qu'avec des dépenses moins élevées (en pourcentage du PIB), notamment d'investissement public, il est possible de mieux soutenir et stimuler la croissance économique, a-t-elle insisté. D'autre part, la Banque d'Algérie a noté que d'autres institutions internationales, notamment le FMI, ont fait des projections totalement différentes de celles de la BM. Dans son nouveau cadre macroéconomique pour l'Algérie, publié en juillet dernier, sur la base des prix projetés du pétrole jusqu'en 2018, des exportations en volume et des importations, le FMI a abouti à un niveau de réserves, en 2018, nettement plus élevé que celui de la BM. Par ailleurs, sur la base des données disponibles à fin juin 2016, le niveau des réserves de change est estimé, à fin 2016, à près de 122 mil-

liards de dollars. Donc, les situer à 60 milliards de dollars en 2018 signifie qu'elles vont baisser de 62 milliards de dollars en deux ans, soit 31 milliards de dollars de déficit annuel moyen du solde global de la balance des paiements. Ce qui paraît totalement improbable», a relevé la Banque d'Algérie, ajoutant que durant l'année 2016 où le prix du pétrole a été le plus faible, le déficit estimé de la balance des paiements sera inférieur à celui de 2015 (27,5 mds USD). De même, toutes les prévisions, y compris celle de la BM, s'accordent à dire que les prix de pétrole vont être supérieurs en 2017 et 2018, alors que la croissance des exportations en quantité a repris en 2016 et devrait se poursuivre en 2017 et 2018. «Il devient dès lors parfaitement intelligible que les niveaux de 31 mds USD de déficits annuels ne pourront être atteints et, par conséquent, que le niveau des réserves à fin 2018 sera nettement supérieur à celui annoncé par la BM», a insisté la Banque d'Algérie.

Bourse de Tokyo: le Nikkei ouvre en baisse

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a débuté en repli hier, sur fond de remontée du yen. A la première minute des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes cédait 0,31% (-53,03 points) à 16.866,89 points. Il avait gagné 1,10% vendredi dernier. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau perdait aussi lundi matin 0,31% (-4,15 points) à 1.319,07 points. Du côté des changes, le dollar est redescendu de près d'un yen par rapport à son cours de vendredi à la fermeture du marché, à 101,25 yens, de même que l'euro, à 113,05 yens. Pour sa part, la Bourse de Hong Kong a ouvert à la hausse lundi, sur la lancée de sa clôture dans le vert vendredi. L'indice composite Hang Seng progressait dans les premiers échanges de 97,51 points, soit 0,43% à 22.864,42 points.

Cours de l'or noir

Le pétrole quasi stable

Les prix du pétrole peinaient à progresser hier en cours d'échanges européens, de nombreux opérateurs écartant un accord entre grands producteurs pour geler la production.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 46,96 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en très léger repli de 1 cent par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre grignotait 9 cents, à 44,58 dollars.

Les cours ont été soutenus la semaine dernière par la perspective d'un accord entre les grands producteurs pour limiter la production afin de soutenir les prix, après l'annonce de la tenue d'une réunion informelle de

l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) fin septembre à Alger.

Mais de nombreux investisseurs semblaient déjà moins y croire lundi, se rappelant de l'échec au printemps dernier d'un sommet de ce type entre la Russie et la plupart des membres de l'Opep.

Des experts semblaient aussi peu convaincus de la possibilité d'un accord: «La Russie a signa-

lé son intention d'en discuter aussi «si nécessaire», mais on risque d'en rester à de simples paroles, comme souvent dans le passé».

Mais dans l'immédiat, les cours semblaient pâtir une fois encore des inquiétudes autour de la surabondance d'offre sur le marché qui plombe les prix depuis plus de deux ans.

Vendredi, le groupe privé Baker Hughes a publié son

décompte hebdomadaire des puits de forage en activité aux Etats-Unis, qui a fait apparaître une hausse des puits pour la septième semaine consécutive.

Cette donnée laissait penser que les Etats-Unis, dont la production de pétrole de schiste avait souffert de la chute des cours ces deux dernières années, pourraient élever ses volumes de production dans les mois à venir.

Souk Ahras

La production des diverses céréales a doublé

■ La production des diverses variétés de céréales a doublé à Souk-Ahras, atteignant au titre de l'actuelle campagne moissons-battage qui a pris fin vendredi dernier, deux millions de quintaux contre une production ne dépassant pas un million de quintaux durant la précédente saison, a indiqué le directeur par intérim du service agricole, Mohamed Kamel Hamza.

Par Ilham N.

En dépit des conditions climatiques défavorables qui ont sévi dans les régions sud de la wilaya (sécheresse et grêle), la production céréalière a doublé cette année, a indiqué le responsable, précisant que 280 hectares dans les régions nord de la wilaya (Zaârouriya, Medaourouche et Sedrata) ont été ravagés par les feux. La pluviométrie enregistrée dans cette wilaya a été d'un apport "considérable" dans l'amélioration de la production céréalière, a encore souligné la même source, qui a fait part également des efforts déployés par les agriculteurs en matière de respect du circuit technique des céréales et le renouvellement à hauteur de trente pour cent (30%) du parc du matériel utilisé (tracteurs et moissonneuses entre autres). La production réalisée cette année (2 millions de quintaux) totalise un million de quintaux de blé dur, 500 000 quintaux de blé tendre et 500 000 quintaux d'orge, a ajouté la même source, précisant qu'une quantité de plus de 70 000 quintaux a été détruite par la grêle



et les feux. L'actuelle campagne moisson-battage a ciblé 134 000 hectares, a encore précisé le responsable, affirmant que la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) a collecté environ un million de quintaux de céréales dans seize points de collecte dont dix couverts. Il a été procédé au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, à l'application du système de l'irrigation complémentaire qui a ciblé 500 hectares dans les périmètres de Sedrata, Bir Bouhouche et Zouabi, a révélé la même source. En prévision de la prochaine campagne moissons-battage et en application des directives du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, des instructions ont été données à la CCLS, à la banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR) et la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à l'effet d'ouvrir des guichets uniques à Souk-Ahras, à Sedrata, à Tawra et El Mrahna pour faciliter aux agriculteurs les procédures d'octroi du crédit Rfig.

I. N./APS

Formation professionnelle à Ain Témouchent

Neuf nouvelles spécialités ouvertes en septembre prochain

Neuf nouvelles spécialités de formation professionnelle seront lancées dans la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur. Une caravane de sensibilisation a été lancée dimanche à travers trois plages de la wilaya pour faire connaître ces spécialités, ouvertes au niveau de six établissements de formation, et qui concernent plusieurs domaines demandés par le marché de l'emploi pour lequel 280 postes au total ont été ouverts, a-t-on indiqué en marge du lancement officiel de cette opération. Ces spécialités sont inhérentes aux formations de techniciens supérieurs en

dessin et projection en béton armé et en aquaculture, des formations qualifiantes de tailleurs dames et usinage, de métieurs tout corps d'état, d'agent de tourisme option agence de voyage, d'agent commercial et dans les domaines de l'électricité industrielle, froid industriel et climatisation. Les inscriptions, prévues du 21 août au 17 septembre 2016, à travers les structures de formation de la wilaya, concernent au total 6 184 postes de formation, dont 2 500 en formation résidentielle répartis en 81 sections, dont six en formation continue, ainsi que 1 354 postes d'apprentissage, a-t-on ajouté de

même source. Par ailleurs, 1 120 postes sont réservés aux femmes au foyer répartis en 17 sections détachées au niveau des communes. Ces collectivités concernées affecteront des locaux et salles pour abriter les futures sections détachées, alors que la direction de la formation professionnelle prendra en charge l'encadrement humain et les équipements pédagogiques. Enfin, le milieu carcéral ouvrira 270 postes de formation pour ses pensionnaires qui seront répartis en 11 sections, alors que la formation par conventions touchera 125 postes. Il est à signaler que les journées de sélection et

d'orientation des stagiaires sont fixées du 18 au 20 septembre prochain, alors que la rentrée officielle est prévue le 25 du même mois.

Ali O./agences

Tébessa Ouverture de la maison de la presse Malek-Bennabi en octobre prochain

LA MAISON de la presse Malek-Bennabi de la ville de Tébéssa, en chantier de réhabilitation, sera ouverte en octobre, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le projet de réhabilitation de la maison de la presse, ancienne bâtisse située au centre-ville et qui abritait la chambre de l'agriculture et celle de l'artisanat et des métiers (CAM) a nécessité 25 millions de dinars dont dix réservés à l'équipement de la salle des conférences et à la cellule de communication de la wilaya a précisé la même source. L'inauguration de cet espace d'information coïncidera avec la célébration de la journée nationale de la presse, prévue le 22 octobre de chaque année, a encore ajouté la même source. Soulignant l'importance de l'information de proximité, la même source a indiqué que les services de la wilaya œuvrent à accompagner les représentants de la presse dans leur mission et ce en leur facilitant l'accès à la source d'information et en créant des passerelles de coopération en mesure de valoriser les efforts déployés en matière de développement local et de rapporter les préoccupations des citoyens. Située à proximité du siège de la wilaya, la maison de la presse Malek-Bennabi est dotée de treize bureaux, aux côtés d'autres espaces dont une salle de réunions.

R.R.

Oran

Des actes de propriété bientôt remis à leurs propriétaires à Sidi El-Bachir

Quelque 2 555 actes de propriété seront bientôt délivrés à leurs propriétaires et 75 hectares de foncier seront régularisés incessamment dans l'agglomération de Sidi El-Bachir, relevant de la commune de Bir-El-Djir, a-t-on appris du président de cette collectivité. Une première délibération extraordinaire a permis d'approuver 1 600 demandes de régularisation

d'actes de propriété répartis sur une superficie de 35 ha suivie d'une seconde délibération ordinaire qui a donné son accord à 952 dossiers sur un foncier de 40 ha, a indiqué Boudjemâa Hanafi. L'élue a souligné que les dossiers ont été transférés à la commission de Daïra et l'Agence foncière de wilaya, ajoutant que l'opération devra toucher l'ensemble des quartiers et lotis-

sements de la commune de la commune de Bir El-Djir comme Belgaid, la fonderie et quelques autres poches de Sidi El-Bachir, entre autres. Boudjemâa Hanafi a indiqué, en outre, que 150 actes de propriété définitifs sont prêts au niveau de l'Agence Foncière de wilaya et seront délivrés à leurs propriétaires dans les prochains jours. Par ailleurs, le premier respon-

sable de la commune de Bir El-Djir a indiqué que 335 nouveaux dossiers ont été reçus à la commune pour régularisation dans le cadre de la loi 08-15 relative à l'achèvement des constructions et ont été transmis à la daïra pour régularisation. Le dernier délai du dépôt des dossiers, fixé par le ministère de l'habitat, a expiré le 3 août dernier rappelle-t-on.

F.T.

Promotion de l'investissement

Des centaines de projets validés à Adrar

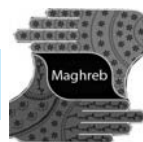
Pas moins de 522 projets d'investissement dans divers secteurs ont été validés ces dernières années dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM). Occupant une assiette foncière de plus de 1 200 hectares, ces projets, ayant nécessité un investissement de 300 milliards DA, devraient générer plus de

15 700 emplois, a précisé le DIM d'Adrar, Abderrahmane Aïch. Le même responsable a relevé que 253 dossiers déposés font l'objet d'établissement des titres de concession, tandis que 322 autres attendent les titres d'attribution, 53 projets sont en cours de réalisation et 13 autres opérationnels. Doté d'un financement de plus de 2,5 milliards de DA, les projets en activité, pour

lesquels a été affecté un portefeuille foncier de 17 hectares, ont généré plus de 500 emplois, a ajouté la même source. Ces projets d'investissement susceptibles de booster la cadence de développement dans la région concernent les créneaux du bâtiment et travaux publics (BTP), l'industrie, les énergies renouvelables, les services, l'industrie manufacturée, dont le

conditionnement des dattes, la production du lait et ses dérivés, l'agriculture, le tourisme, la dinanderie et la mégisserie. M. Aïch a fait savoir que le secteur du tourisme qui offre des perspectives prometteuses dans la région, s'est taillé 93 projets d'investissement validés, prévoyant notamment la réalisation d'installations et structures dans la wilaya.

APS



Libye

L'EI poussé dans ses derniers retranchements à Syrte

■ Les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont gagné du terrain à Syrte face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI) retranchés dans les derniers quartiers qu'ils contrôlent en bord de mer.

Par Kamel L.

Ville natale de l'ex-dictateur libyen Mouammar Kadhafi, Syrte était tombée aux mains de l'EI en juin 2015, la communauté internationale s'inquiétant de voir une base de l'organisation extrémiste à quelques 300 kilomètres des côtes européennes. Les forces du gouvernement d'union (GNA) basé à Tripoli ont lancé le 12 mai une offensive pour reprendre ce principal fief de l'EI situé dans le centre-nord de la Libye. Elles y ont pénétré le 9 juin mais ont stagné pendant des semaines à cause des contre-attaques jihadistes. Aidées par des bombardements aériens des Etats-Unis depuis le 1^{er} août, elles ont enregistré d'importants succès ces derniers jours en chassant les jihadistes de leur QG, au centre-ville, de l'université puis du bâtiment de la radio. Dimanche, les combattants du GNA ont pris le contrôle des immeubles dits des «1 000 unités de logement», a annoncé le centre de presse des forces loyalistes. Cette zone regroupe des immeubles construits avant la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi pour pallier la crise du logement. Elle se trouve surtout en bordure du quartier dit «numéro deux» où les jihadistes se sont repliés, mais vers lequel



Ph. > D. R.

«les forces du GNA progressent».

«Avec la volonté de Dieu»

Armés de mitrailleuses et d'armes légères, les pro-GNA poursuivent également leur offensive vers «le quartier numéro 3», une zone résidentielle proche de la mer, dans le nord de Syrte, toujours tenue par l'EI, ont constaté des reporters de l'AFP sur place. La reprise du QG des jihadistes situé dans le centre Ouagadougou, un imposant bâtiment érigé par Kadhafi pour accueillir sommets et conférences, a dynamisé les forces loyalistes. «Les rangs de l'ennemi se sont dispersés alors nous avons profité pour avancer jusqu'au centre de conférences Ouagadougou et jusqu'au bâtiment de la Banque nationale du commerce» à proximité, a raconté à l'AFP Mustafa al-Faqih, un des commandants des forces progouvernementales. «Avec la

volonté de Dieu, nous avancerons vers le reste des secteurs où se trouvent encore l'ennemi», a-t-il ajouté. «C'est grâce à Dieu, aux leaders de l'opération militaire et aux combattants de toute la Libye que nous avons pu vaincre la tyrannie» de l'EI, se félicite Omar al-Hasnaoui, un combattant du GNA, treillis sombre, chéchia noire sur la tête et talkie-walkie à la main, rencontré à proximité du centre Ouagadougou.

Aujourd'hui, l'intérieur du complexe est ravagé par les destructions – impacts de balles, plafonds crevés et vitres brisées. Les forces progouvernementales s'affairent, elles, à effacer des slogans à la gloire de l'EI inscrits sur les murs du centre de conférences et de l'université.

Radio sous contrôle

Devant l'ex-QG jihadiste, un

groupe de soldats loyalistes, faisant le «V» de la victoire, montre aux caméras un panneau sur lequel les jihadistes avaient écrit: « Nous combattons en Libye mais avons le regard rivé sur Rome », en référence à l'Europe et à la capitale du catholicisme. Samedi, les forces du GNA formées principalement d'ex-rebelles ayant refusé de déposer les armes après la révolte de 2011, ont repris le bâtiment de la radio aux jihadistes, une conquête «importante», selon elles. C'est par cette radio que les jihadistes diffusaient des cours de religion ainsi que des communiqués et des annonces. Plus de 300 combattants progouvernementaux ont péri et plus de 1 800 ont été blessés depuis le début de l'offensive pour reprendre Syrte, selon un bilan officiel.

Aucun bilan sur le nombre de jihadistes tués n'a été fourni

La Libye, pays aux vastes réserves de pétrole, a été plongée dans le chaos après la chute de Mouammar Kadhafi, des milices rivales se livrant des guerres de pouvoir sans merci. Depuis le 30 mars, un gouvernement d'union soutenu par l'ONU s'est installé à Tripoli. Son autorité est toutefois contestée par des autorités parallèles basées dans l'Est.

K. L./AFP

Le gouvernement alerte l'Italie sur la présence de «terroristes» près de Milan

Les autorités libyennes ont prévenu l'Italie de l'existence présumée d'«une cellule terroriste» près de Milan en lien avec un commandant du groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI), selon des médias italiens. Des documents découverts par des agents libyens à Syrte (nord), après la prise par les autorités de quartiers généraux de l'EI cette semaine, révèlent l'existence de ce réseau, avancent

plusieurs médias italiens, dont le Corriere della Sera. L'Italie, en niveau d'alerte élevé face à la menace terroriste, craint que des éléments de l'EI venus de Syrte ne traversent la Méditerranée sur des bateaux de migrants, en vue de mener des attaques de «loups solitaires» dans le pays. Les expulsions d'étrangers soupçonnés de radicalisation se sont multipliées ces dernières semaines.

R.M.

Tunisie

Ennahdha aura un rôle actif dans le nouveau gouvernement

Le président du mouvement tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi, a déclaré dimanche à Béja que son parti œuvrera à ce que sa représentation dans le gouvernement reflète son vrai poids politique, loin de la logique des quotas. Ennahdha a proposé des noms, a-t-il affirmé, indiquant que le parti

aura un rôle agissant dans le nouveau gouvernement, selon l'agence tunisienne TAP. Ghannouchi a mis l'accent sur le souci de se rapprocher des partis et autres acteurs au service de la coalition démocratique réussie en Tunisie. «Ennahdha restera, cependant, un parti différent des autres partis tout en étant persuadé que c'est grâce au dialogue et

au rapprochement entre les différentes parties que la Tunisie a pu se démarquer des autres pays arabes», a-t-il souligné. Selon le président d'Ennahdha, la réussite du nouveau cabinet ministériel dépendra de la volonté de tous les Tunisiens, eu égard aux défis qui se posent. Il a été convenu que le nouveau gouvernement s'orientera vers «un gouvernement de lutte contre la corruption et la contrebande et œuvrera pour le développement», a-t-il rappelé. Présidant une cérémonie en l'honneur des lauréats de la région dans les différents niveaux d'instruction, Rached Ghannouchi a insisté sur l'importance du savoir en Islam. «L'Islam a constitué une révolu-

tion contre l'ignorance», a-t-il soutenu. Il a, à ce propos, noté que le terrorisme est «un jihad de l'ignorance» citant en exemple l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI).

Abir Moussi désignée présidente du Mouvement destourien

Lors de la séance d'ouverture du premier congrès constitutif du Mouvement destourien tenu à Tunis, Abir Moussi a été désignée présidente du Mouvement, alors que Hatem Laâmari son secrétaire général.

A l'issue de la passation de la présidence à Abir Moussi, le pré-

sident et fondateur du Mouvement, Hamed Karoui a affirmé que «le Mouvement destourien demeure ouvert à tous les destouriens et à tous les défenseurs de la pensée destourienne» qui, en tant que fondateurs de l'Etat, «doivent reconquérir le pouvoir». Invité au Congrès du Mouvement, le président de la République Béji Caïd Essebsi n'a pas répondu présent à la séance d'ouverture du congrès.

Selon Abir Moussi, Caïd Essebsi a adressé au Mouvement un message pour s'excuser de ne pas pouvoir assister aux travaux du congrès. Dans ce message, le chef de l'Etat a réaffirmé son soutien aux

destouriens qui, selon lui, «ont été diabolisés depuis la révolution du 14 janvier».

Par ailleurs, Moussi a indiqué que la concomitance du congrès constitutif du parti avec la fête de la Femme et le 60^e anniversaire du Code du statut personnel vient réaffirmer l'attachement du mouvement à préserver le modèle de société tunisien et à défendre les acquis et les droits de la femme.

Le congrès constitutif s'est déroulé en présence de plusieurs symboles de l'ancien régime, des membres de la famille destourienne ainsi que de représentants des missions diplomatiques accréditées à Tunis.

Kamel L./ agences



République Démocratique du Congo

Deuil national après un nouveau massacre de civils

■ Au moins 42 civils, selon un nouveau bilan officiel, ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, un massacre attribué par l'armée de la RDC à des rebelles musulmans ougandais.

Par Ali O.

Un deuil national a été proclamé après cette tuerie qui a provoqué la colère de la population, intervenant après une succession de massacres qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts en moins de deux ans. S'exprimant dans la soirée de dimanche sur une radio locale, le maire de Beni, Edmond Masumbuko, a déploré 42 personnes tuées dans ce massacre.

Le président de la société civile de Beni, Gilbert Kambale, a avancé un bilan provisoire de "46 personnes tuées et 34 maisons brûlées".

Le gouvernement de la RDC a décrété un deuil national de trois jours à partir de hier, a déclaré son porte-parole Lambert Mende à la télévision publique. «Les drapeaux seront mis en berne sur toute l'étendue du pays», a-t-il dit.



Ph. > D. R.

Le lieutenant Mak Hazukay, porte-parole de l'armée, joint au téléphone de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, a déclaré à l'AFP que des rebelles présumés des Forces démocratiques alliées (ADF) étaient responsables du massacre de Beni.

Rebelles musulmans ougandais opposés au président ougandais Yoweri Museveni, les ADF sont présents dans l'est de la RDC depuis 1995. Ils sont accusés d'être les principaux auteurs des massacres qui se poursuivent dans la région de Beni depuis octobre 2014.

La nouvelle attaque a eu lieu 72 heures après une visite dans la région du président congolais Joseph Kabila, pendant laquelle il a promis de tout mettre en œuvre pour «imposer» la paix et la sécurité. «Il y a déjà 35 corps

ramenés à la morgue de l'hôpital de Beni», a déclaré le président de la société civile de la ville de Beni. Il a indiqué que l'attaque avait eu lieu samedi entre 19h00 et 23h00 (entre 17h00 et 21h00 GMT).

Pour le lieutenant Hazukay, les ADF ont «contourné» les positions de l'armée congolaise «pour venir massacrer la population en guise de représailles» à des opérations militaires en cours dans la zone.

Dimanche, une centaine de personnes scandant des slogans hostiles au gouvernement et au président Kabila ont manifesté à Beni. Les manifestants portaient au moins un corps sans vie d'une des victimes de la tuerie, selon des témoins. «Les policiers viennent de nous ravir le corps (du mort), mais nous comptons continuer à manifester», a protesté en swahi-

li Georges Kamate, un conducteur de taxi-moto. «Notre gouvernement est incapable de nous sécuriser», criait un autre manifestant. «Il y a un déficit sécuritaire criant, [les autorités] ont été incapables de sécuriser la population, c'est pourquoi celle-ci est descendue dans la rue», a expliqué M. Kambale.

Selon Jackson Kasereka, militant des droits de l'Homme à Beni, les habitants des quartiers du nord de la ville «brûlent des pneus» dans la rue en signe de protestation contre la tuerie et contre les autorités.

La ville et le territoire de Beni ont été endeuillés depuis octobre 2014 par une série de massacres qui ont coûté la vie à plus de 600 civils. Le gouvernement congolais et la Monusco accusent les ADF d'être responsables de ces tueries.

Selon un récent rapport du

Groupe d'étude sur le Congo de l'Université de New York, les ADF portent effectivement une part très importante de responsabilité dans ces massacres, au côté d'autres éléments armés, parmi lesquels des soldats de l'armée régulière.

En dépit des efforts de stabilisation déployés par la communauté internationale et les autorités congolaises, cette région reste déchirée par la violence depuis la fin de la deuxième guerre du Congo (1998-2003).

Le 8 août, onze militaires congolais et un Casque bleu ont été blessés dans le territoire de Beni lors d'un affrontement avec les ADF, selon la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). Dimanche, le porte-parole du gouvernement Lambert Mende a soutenu que «la RDC a déjà eu à alerter le monde sur cette menace djihadiste» sur son territoire. La RDC «déclare que dans notre pays, les forces armées de la RDC soient seules à affronter dans l'indifférence de la communauté internationale», a-t-il dit.

«La Monusco condamne cet acte barbare commis contre les populations civiles, et réitère son soutien aux FARDC et à la PNC (l'armée et la police congolaises) pour protéger les populations civiles de Beni», a déclaré son chef Maman Sidikou dans un communiqué. Une délégation de la Monusco se rendra à Beni pour «apporter un soutien aux autorités du pays afin de continuer la traque contre les présumés ADF», annonce le communiqué. A. O.



Points chauds

Partialité

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump, le candidat improbable du camp Républicain aux États-Unis pour les élections présidentielles de novembre prochain, après avoir connu des instants de grands optimismes avec des sondages le donnant vainqueur face à son adversaire Démocrate Hillary Clinton doit désormais faire face à une rapide chute de popularité. Celui qui était moqué l'année dernière encore pour ses prétentions présidentielles, et qui a réussi à largement devancer tous les autres aspirants candidats lors de la primaire Républicaine, a ces derniers jours visiblement poussé ses provocations trop loin et se retrouve avec une popularité en berne. Mais pour expliquer cette situation le candidat milliardaire plutôt que de faire dans l'autocritique a attaqué cette semaine encore les médias américains. En effet, Trump, a poursuivi ses attaques contre les médias, qu'il accuse de lui être hostiles et de couvrir sa campagne avec partialité. «Mes meetings ne sont pas couverts correctement par les médias. Ils ne parlent jamais du véritable message et ne montrent jamais l'ampleur de la foule ni son enthousiasme», a-t-il tempêté sur Twitter. «Ce n'est pas la liberté de la presse quand des journaux et d'autres médias sont autorisés à dire et à écrire tout ce qu'ils veulent même si c'est complètement faux !» a lancé le candidat Républicain dans un autre tweet rageur. Quelques heures plus tôt, le magnat de l'immobilier a dénoncé des médias «écœurants et corrompus», s'en prenant en particulier au «New York Times» et à un article de ce quotidien qui affirmait que l'équipe de campagne de Donald Trump était en plein doute en raison de la baisse du candidat dans les sondages. Le «New York Times» «cite des sources anonymes et parle de réunions qui n'ont jamais eu lieu. Leur reportage est de la fiction», a tweeté Donald Trump. «Les médias protègent Hillary», a-t-il ajouté, parlant de sa concurrente Démocrate à l'élection présidentielle, l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Donald Trump se plaint depuis des mois des grands médias américains, qu'il accuse de partialité, et a supprimé les accréditations auprès de sa campagne d'une longue liste de médias dont le «New York Times» et le «Washington Post». Une attitude qui ne fera pas remonter sa cote de popularité alors que les sondages sont de plus en plus favorables à Hillary Clinton et que les Américains se mobilisent de plus en plus dans la campagne présidentielle pour faire barrage à Trump. Car si Hillary Clinton ne suscite pas exactement l'enthousiasme, c'est bien le mouvement anti-Trump qui pourrait changer la donne en novembre prochain, malgré la mobilisation particulièrement forte des partisans du candidat Républicain.

F. M.

Hong Kong

Trois figures de la «révolte des parapluies» échappent à la prison

Trois militants prodémocratie déclarés coupables pour leur rôle dans une manifestation qui avait précédé la «révolte des parapluies» de 2014 à Hong Kong ont échappé hier à la prison ferme, le tribunal reconnaissant le caractère politique de leur action. En juillet, le verdict de culpabilité prononcé par ce même tribunal avait suscité une levée de boucliers d'organisations de défense des droits de l'Homme qui dénonçaient une justice politique au moment où de plus en plus de Hongkongais ont l'impression que Pékin durcit sa mainmise sur l'ex-colonie britannique.

Hier, le juge June Cheung a cependant observé que les trois prévenus, Joshua Wong, Nathan Law et Alex Chow n'avaient aucun antécédent judiciaire et que leurs motivations étaient politiques et sociales. «Le tribunal considère que cette affaire n'est pas une affaire criminelle ordinaire», a déclaré la magistrate. «Je reconnais qu'ils tentaient sincèrement d'exprimer un point de vue». Il serait «injuste pour les prévenus qu'une peine dissuasive leur soit imposée en raison d'un climat politique».

Joshua Wong, 19 ans, avait été reconnu coupable d'avoir participé le 26 septembre 2014 à un rassemblement illégal pour avoir escaladé, avec d'autres étu-

dants, des barrières métalliques et être entré à Civic Square, une place située dans un complexe gouvernemental.

Cette action avait déclenché des manifestations plus importantes; et deux jours plus tard débutait le mouvement prodémocratie de masse, quand la police avait tiré du gaz lacrymogène dans la foule qui s'était protégée à l'aide de parapluies.

Alex Chow, 25 ans, et Nathan Law, 23 ans, autres figures de proue du mouvement, ont également été reconnus coupables, le premier pour avoir participé à la manifestation en question, le second pour avoir incité ses camarades à le faire. M. Wong et M. Law ont écopé de travaux d'intérêt général. M. Chow, qui avait demandé à échapper à une telle peine en raison d'un projet d'études à l'étranger, a été condamné à trois mois de prison avec sursis. Les trois étaient passibles de deux ans de prison.

Avec l'échec de cette mobilisation contre Pékin, la colère et la frustration a gagné du terrain parmi les jeunes militants. Depuis, Alex Wong et Nathan Law ont créé un nouveau parti, appelé Demosisto, qui réclame l'autodétermination de la région semi-autonome chinoise. D'autres militants vont jusqu'à exiger l'indépendance.

Les trois prévenus ont salué la

décision rendue hier par la juge. «Le tribunal a entériné le fait que le Mouvement des parapluies et le fait d'entrer à Civic Square n'avait aucun intérêt personnel mais visait à défendre le bien commun», a déclaré M. Wong.

M. Law a réaffirmé de son côté que les trois œuvraient pour «la justice, l'intérêt de la société et droits civiques de la population».

La juge «a envoyé un message appelant au respect de ces droits», a-t-il dit.

De son côté, l'organisation Human Rights Watch a fustigé le fait que la justice hongkongaise n'ait pas classé l'affaire, en y voyant une «violation de la liberté d'expression et de réunion».

Les ONG avaient exprimé leur stupeur le mois dernier après l'annonce du verdict de culpabilité. Amnesty y avait vu «un message qui fait froid dans le dos pour la liberté d'expression et de manifester pacifiquement».

D'après les termes de l'accord sino-britannique sur la rétrocession, Hong Kong – rentré depuis 1997 dans le giron chinois – jouit de libertés inconnues ailleurs en Chine continentale, en vertu du principe «Un pays, deux systèmes», en théorie jusqu'en 2047.

Beaucoup ont cependant le sentiment que ces libertés sont en train de s'éroder.



Théâtre

La comédie «Metzeouedj fi otla» bientôt en livre de poche

■ L'auteur de la comédie théâtrale «Metzeouedj fi otla» (un mari en vacances), Mourad Senouci, affirme que cette œuvre sera éditée en septembre prochain en livre de poche. Accompagnée d'un support audiovisuel (DVD), la publication sera présentée au public au prochain Salon international du livre d'Alger (SILA).

Par Abla Selles

Une édition en livre de poche de la comédie théâtrale «Metzeouedj fi otla» (un mari en vacances), couronnant dix années de succès sur les planches, est prévue en septembre prochain, déclare son auteur Mourad Senouci. La publication, accompagnée d'un support audio-visuel (DVD), sera présentée au prochain Salon international du livre d'Alger (SILA), a précisé le dramaturge. Le dixième anniversaire de la création de cette œuvre a été célébré en juin dernier au Théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula (TRO), après plus de 200 représentations données en Algérie et à l'étranger. «Metzeouedj fi otla» est un one-man-show brillamment interprété par Samir Bouanani qui y campe un personnage heureux de renouer avec le «célibat» pendant l'absence de sa femme partie pour des soins à l'étranger. Mourad Senouci estime que, pour son partenaire



et lui, «il est temps de passer à autre chose, à une nouvelle création». Et d'expliquer que l'édition de la pièce en livre répond à un double objectif, à savoir offrir la possibilité au public de (re)découvrir la comédie via le texte et le visionnage du DVD, et assurer l'autoproduction des projets conformément à la ligne

de conduite de sa propre compagnie (Mesrah Ennass / Théâtre des gens). A ce titre, le duo Senouci/Bouanani s'attelle d'ores et déjà au montage de son prochain spectacle, «Adda Zine El-Hedda», dont la générale est attendue avant la fin de l'année en cours. Depuis sa production en 2006, «Metzeouedj fi otla»

a été jouée dans plusieurs salles de théâtre du pays ainsi qu'aux Etats-Unis en 2009, en France en 2010 et au Maroc en 2012 puis le 5 juin dernier à l'occasion du Festival international de l'humour «Marrakech du Rire».

Le DVD accompagnant le livre en voie d'édition comprend la représentation donnée en

mars 2009 au «Kennedy Center» de Washington (USA) à l'occasion du festival culturel des arts arabes «Arabesque».

Mourad Senouci a, à son actif, trente années de pratique de l'art théâtral, résumées dans son précédent ouvrage «Rihlet talatoune sana» (trente années de voyage), présenté en novembre dernier au Salon international du livre d'Alger (SILA). Cette publication a vu le jour à la maison d'édition «Dar El-Baghdadi», basée à Alger, également chargée de la production et diffusion du livre de poche à venir «Metzeouedj fi otla».

A.S.

L'Orchestre des jeunes de Palestine

Une formation musicale à découvrir

Avec pas moins de 85 musiciens et un répertoire de haut niveau, cette formation symphonique poursuit son parcours admirable. L'art est un moyen fort d'expression d'un peuple, notamment quand celui-ci est nié dans son existence. On se rappelle ainsi de la troupe artistique du FLN, créée en février 1958, pour renforcer la dimension culturelle du combat libérateur du peuple algérien. Dirigée par le dramaturge Mustapha Kateb, cette formation pluridisciplinaire (musique, chant, théâtre...) avait sillonné le monde pour faire entendre par l'art l'aspiration des Algériens à l'indépendance. Aujourd'hui, dans un contexte différent et alors qu'ils vivent une situation toujours aussi dramatique et complexe, les Palestiniens ne négligent pas l'apport de l'art et comptent dans leurs rangs de talentueux créateurs. En 2004, le Conservatoire national de musique

Edward Saïd (Palestine) a créé l'Orchestre des jeunes de Palestine avec comme mission de réunir des amateurs de haut niveau et des jeunes professionnels issus des Territoires palestiniens et de la diaspora. Au départ, il s'agissait d'un orchestre de chambre encore inexpérimenté. Douze années après, l'Orchestre s'est étoffé et comprend aujourd'hui 85 musiciens et musiciennes âgés de 14 à 26 ans et formés dans les structures culturelles palestiniennes (Cisjordanie, Ghaza et même des Territoires occupés) ou dans les conservatoires du monde (environ une dizaine de pays où sont exilés des Palestiniens). Il s'agit désormais d'un véritable orchestre symphonique qui s'est aguerri durant ses tournées internationales dans le monde arabe (Jordanie, Liban, Syrie, Bahreïn) ou en Europe (Italie, Grèce, Allemagne, France). Récemment (du 25 juillet au 1er août), l'OJP a

programmé sa première tournée au Royaume-Uni. Menés par le chef d'orchestre britannique Sian Edwards qui avait dirigé dans les années quatre-vingtdix l'Opéra national de son pays, les jeunes virtuoses palestiniens étaient attendus en Ecosse (Perth et Glasgow), au Pays de Galles et en Angleterre (Leeds et Birmingham). La tournée devait s'achever le 1er août dans l'enceinte du prestigieux Royal Albert Hall de Londres. Au programme figurent plusieurs œuvres du répertoire classique universel (Beethoven, Fitkin, Moussorgski) ainsi que des interprétations symphonistes de chansons arabes célèbres interprétées par les divas Oum Kalthoum et Faïrouz. L'OJP relève du Conservatoire national de Palestine Edward Saïd, une structure privée affiliée à l'Université de Birzeit (Cisjordanie), laquelle gère également l'Orchestre national de Palestine. L.B.

Cinéma

Jennifer Lopez, la narcotrafiquante

Jennifer Lopez, devenue célèbre pour sa musique, se lance désormais dans le trafic international de cocaïne. Tout cela pour le besoin d'un film HBO, bien entendu. Habitée à porter un flingue et un badge dans la série «Shades of Blue», Jennifer Lopez s'apprête aujourd'hui à plonger dans le camp des trafiquants de drogue. Selon le site Variety, la star latina et la chaîne HBO préparent actuellement un biopic de la tristement célèbre Griselda Blanco, surnommée «la marraine de la cocaïne». Jennifer Lopez produira le projet et se glissera également dans la peau de la reine du narcotrafic colombien. «Cela fait des années que je suis fascinée par la vie complexe et corrompue de

cette femme», a déclaré la chanteuse. Il faudrait un livre entier pour tenter de résumer correctement le parcours de cette mère de famille colombienne devenue l'une des plus puissantes figures du trafic de drogue international des années 70 et 80. Personnage central de l'excellent documentaire Cocain Cowboys, Griselda Blanco est considérée comme l'une des pionnières du trafic de cocaïne entre l'Amérique du sud et les Etats-Unis. Idole de Pablo Escobar, elle aussi membre du cartel de Medellín, Griselda est soupçonnée d'avoir commandité plus de 200 assassinats entre le pays à la bannière étoilée et la Colombie. Parfois surnommée «la Veuve Noire» pour avoir assassiné ses trois

maris successifs, la Colombienne voit trois de ses quatre fils tomber sous les balles des cartels. Son quatrième fils, appelé Michael Corleone en hommage au personnage d'Al Pacino dans le «Parrain», écopera lui de plusieurs années de prison pour trafic de cocaïne. Finalement arrêtée et placée derrière les barreaux dans les années 80, Griselda Blanco est condamnée à soixante années de prison. Elle n'en purge que vingt et se voit libérée pour vice de procédure. En 2004 elle s'envole pour la Colombie. Son nom ne refait surface que huit ans plus tard, en septembre 2012, lorsqu'elle meurt assassiné par un commando à moto (un pilote, un tireur) dans les rues de Medellín. R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Centre culturel Mustapha Kateb
- Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat
- Centre des Conventions d'Oran
- 18 août :
- Le rappeur l'Algérino sera en concert
- Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)
- Jusqu'à la fin du mois d'août :
- Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
- Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
- Ezzou'Art Galerie
- Jusqu'au 19 août :
- Exposition «Acte de la vie quotidienne» de l'artiste plasticien Abdellah Belhimer.
- Esplanade de Sidi-M'hamed (Oran)
- Jusqu'au 20 août :
- Manifestation «Les Journées culturelles du Sud».
- Soirées artistiques avec la participation des groupes Takouba, Tindi, Takoumba et Imzad Guittar. Expositions quotidiennes et vente de bijoux traditionnels.
- Salle Ibn Khaldoun
- Jusqu'au 18 août à 14h
- Projection de Tortu Ninja II
- Jusqu'au 18 août à 21:30
- Projection du long-métrage Suicide Squad
- Bastion 23 à Alger
- 18 août :
- Le groupe «Vibrations Gnawa» anime un concert de musique gnawa alliant styles algérien et marocain.

Coup-franc direct

On navigue toujours à vue !

Par Mahfoud M.

Si tout le monde devrait pâtir de ce qui est arrivé à notre athlète, Souad Salem, qui a abandonné la course du marathon des JO de Rio aux 15 derniers km, cela ne devrait pas nous empêcher de dire la vérité en face. Ainsi, et si l'on prend au mot le DTN de l'EN d'athlétisme, Boubrit, tout le monde était au courant de l'état de santé de l'athlète qui revenait d'une blessure et d'une intervention chirurgicale qui faisait qu'il était difficile, voire impossible, pour l'athlète de tenir son rang durant ces Jeux, encore moins de rééditer le coup des JO de 2008 où elle avait décroché la 9^e place. On savait, mais on a décidé quand même de l'engager alors qu'il aurait été plus judicieux de se contenter de la participation de l'autre marathonnienne, Kenza Dahmani. Qui a décidé de la participation d'Aït Salem même avec cet handicap de taille ? Qui que ce soit l'auteur de cette «bourde», cela montre encore une fois qu'on navigue toujours à vue du côté de la FAA et même du côté du COA, qui a donné son aval aussi pour la laisser prendre part à ces Jeux. Les scandales se poursuivent toujours au niveau du sport algérien qui n'arrive pas à sortir de ce bricolage et à relancer la machine toujours rouillée. On ne pourra pas, certainement, aller de l'avant avec ce genre de pratique et il faudra vraiment une refonte de notre sport pour espérer se relancer.

M. M.

Ryad Boudebouz

«Je ne ferai pas un mauvais coup à Montpellier»



LE MILIEU de terrain international algérien de Montpellier (Ligue 1 française de football) Ryad Boudebouz a affirmé qu'il quittait la formation de l'Hérault dans le cas où la Lazio de Rome (Italie) ou le Celta Vigo (Espagne) mettraient 10 millions d'euros pour le transfert. «Il y a la Lazio de Rome et le Celta Vigo qui sont intéressés. Si un de ces deux clubs fait une offre de 10 millions d'euros et me propose un bon salaire je pense que ça se fera. Mais je ne ferai pas de mauvais coup à Montpellier qui m'a toujours soutenu, je ne partirai pas le 31 août alors que le club n'a pas de milieu offensif pour me remplacer», a indiqué le joueur algérien samedi soir à la presse. Pour les débuts de Montpellier cette saison, la formation dirigée par Frédéric Hantz s'est imposée à domicile face à Angers (1-0) grâce à un but signé Boudebouz. Le joueur algérien s'est fortement distingué avec le club de l'Hérault la saison dernière en inscrivant 2 buts et distillant surtout 12 passes décisives, terminant l'exercice à la troisième place au classement des passeurs derrière l'Argentin Angel Di Maria (18 passes) et Zlatan Ibrahimovic (13 passes) qui portait les couleurs du PSG avant de rejoindre cet été Manchester United. «Si il y a une bonne opportunité pour Montpellier qui m'a acheté 1,7 millions d'euros, ça sera tout bénéfique», a-t-il ajouté. Boudebouz (26 ans) s'est engagé avec Montpellier l'été dernier pour un contrat de quatre ans en provenance du SC Bastia. Il fait partie des 26 joueurs retenus par le nouveau sélectionneur national, Milovan Rajevac, en prévision du stage de l'équipe nationale prévu du 29 août au 6 septembre à Sidi Moussa pour la réception du Lesotho le 4 septembre prochain à Blida dans le cadre de la 6^e et dernière journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

Le joueur algérien s'est fortement distingué avec le club de l'Hérault la saison dernière en inscrivant 2 buts et distillant surtout 12 passes décisives, terminant l'exercice à la troisième place au classement des passeurs derrière l'Argentin Angel Di Maria (18 passes) et Zlatan Ibrahimovic (13 passes) qui portait les couleurs du PSG avant de rejoindre cet été Manchester United. «Si il y a une bonne opportunité pour Montpellier qui m'a acheté 1,7 millions d'euros, ça sera tout bénéfique», a-t-il ajouté. Boudebouz (26 ans) s'est engagé avec Montpellier l'été dernier pour un contrat de quatre ans en provenance du SC Bastia. Il fait partie des 26 joueurs retenus par le nouveau sélectionneur national, Milovan Rajevac, en prévision du stage de l'équipe nationale prévu du 29 août au 6 septembre à Sidi Moussa pour la réception du Lesotho le 4 septembre prochain à Blida dans le cadre de la 6^e et dernière journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

Coupe de la Confédération (6^e et dernière journée/Gr. A)

MOB-Medeama

Le Sénégalais Maguette Ndiaye au sifflet

L'ARBITRE international sénégalais Maguette Ndiaye a été désigné pour officier le match MO Béjaïa - Medeama (Ghana) prévu le mardi 23 août dans le cadre de la 6^e et dernière journée (Gr. A) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, a annoncé la CAF dimanche sur son site officiel. Ndiaye sera assisté de ses deux compatriotes Serigne Cheikh Touré et Ababacar Sene. L'autre match du groupe A, prévu le même jour, entre les Congolais du TP Mazembe et les Tanzaniens de Young Africans, sera dirigé par l'arbitre angolais Helder Martins De Carvalho. Battu samedi sur le terrain des Young Africans (1-0) pour le compte de la 5^e journée, le MOB est appelé à l'emporter lors de son dernier match pour espérer passer au dernier carré. Medeama affronte dimanche

après-midi le TP Mazembe, solide leader du groupe avec 10 points et déjà qualifié pour les demi-finales.

Par Mahfoud M.

Avant-hier soir encore, c'était au tour de nos deux athlètes dames, Kenza Dahmani et Souad Aït Salem de goûter à l'amertume de la défaite et de quelle manière ! Il faut savoir que Dahmani a terminé la course du marathon à la 50^e place alors que sa compatriote, Aït Salem a carrément abandonné avant même de franchir la ligne d'arrivée, ne pouvant pas supporter le rythme soutenu de cette course qui demande un souffle conséquent. La médaille d'or de l'épreuve est revenue à la Kényane Jemima Jelagat Sumgong (31 ans) qui a bouclé la distance de 42,195 km en 2h 24min 04sec, devant la Bahreïnie d'origine kényane Eunice Jepkirui Kirwa (2h24:13) et l'Éthiopienne Mare Dibaba (2h24:30). Vainqueur cette année du marathon de Londres, Sumgong a offert au Kenya son premier titre olympique du marathon dames, après trois médailles d'argent pour ce pays dans l'épreuve féminine, successivement en 2004, 2008 et 2012. Pour revenir aux Algériennes, il faut savoir que Dahmani a réalisé un temps de 2h38:37, ce qui peut être considéré comme correct dans ce genre de compétition, alors que la vétérante, Aït Salem (37 ans), a abandonné durant les 15 derniers kilomètres, ce qui est décevant surtout quand on sait que cette dernière avait en 2008 à Pékin bou-

La débâcle continue

Aït Salem et Dahmani échouent

■ L'Algérie reste toujours sans médaille olympique, en attendant le «messie» Makhloufi qui devait courir hier soir (2h05 du matin), et nos athlètes continuent de chuter lourdement malgré le fait que cela était en partie prévisible.

Dahmani a réalisé un chrono correct



PH. > D. R.

clé la course en se classant 9^e. Il se pourrait que le poids des ans a eu raison de notre athlète qui devra envisager, désormais, sa retraite. De son côté, le directeur technique national, Ahmed Boubrit a tenu à commenter les résultats de ses deux athlètes. Il avouera, ainsi, que le résultat de Kenza Dahmani est correct, eu égard à la difficulté de cette épreuve. «Le marathon a été tout juste moyen. Avec la participation de Kenza Dahmani pour la première fois aux Jeux olympiques. Au début de l'épreuve ça été correct pour elle. On peut dire que la

cinquantième place obtenue est correcte d'autant que la course a regroupé plus de 150 athlètes et plusieurs ont abandonné. Il faisait également chaud et le thermomètre affiché 29 degrés», a indiqué Boubrit. Le responsable technique de la sélection nationale ajoutera que pour ce qui est de l'abandon d'Aït Salem, il était prévisible étant donné que l'athlète revenait de blessure et d'une intervention chirurgicale au genou.

M. M.

Boxe

Benchebla battu par le Britannique Joshua

Le boxeur algérien Abdelhafid Benchebla a échoué dans sa probabilité dernière chance de décrocher une médaille olympique après sa défaite (3-0) face au Britannique Bouatsi Joshua dimanche soir à Rio Centro en quarts de finale des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016. Face à un adversaire largement supérieur sur tous les plans et doté d'une force de frappe terrible, le boxeur algérien n'a rien pu faire. Il était dépassé par le cours des événements et incapable de réagir devant la succession de frappes du boxeur britannique qui ont

contraint l'arbitre à le compter lors des deux premiers rounds. Malgré un timide retour en troisième round, il n'a jamais réellement inquiété son adversaire serein et très à l'aise sur le ring. Avec cette défaite, Benchebla rate pour la troisième fois de suite après Pékin 2008 et Londres 2012 l'occasion de décrocher le podium olympique. Une énorme déception pour le boxeur algérien qui disputait là peut-être ses derniers jeux de sa carrière. Pour Rabah Hamadache, l'un des membres du staff technique de l'équipe nationale de boxe, la défaite de Benchebla est logique

contre un adversaire plus fort que lui. «Personnellement, je n'ai pas reconnu Benchebla, il était largement dominé dans ce combat. Il a été complètement à côté de son sujet. Il était déséquilibré par les frappes de son adversaire. Même les frappes de Benchebla n'étaient pas à la hauteur d'un boxeur de 81 kg», a déclaré Hamadache à l'envoyé spécial de l'APS à Rio, à l'issue du combat. Pour le technicien algérien, Benchebla avait manifestement peur de son adversaire qui avait gagné ses deux premiers combats par KO. «Il avait peur certainement, non seulement du boxeur mais également de ses frappes. Il a reçu des coups terribles lors des deux premiers rounds qui lui ont fait mal, il a tenté le tout pour le tout lors du troisième mais c'était des coups timides. Le britannique a géré le combat tranquillement», a estimé Hamadache qui a précisé qu'une médaille olympique s'arrache et il faut être fort sur tous les plans pour l'avoir. Avec l'élimination de Benchebla en quart de finale, il ne reste plus qu'un seul boxeur algérien en course parmi les huit engagés au départ pour espérer décrocher une médaille olympique. Il s'agit de Mohamed Flisser (52 kg) qui entre en lice lundi contre le Bulgare Daniel Asenov en huitième de finale.

Handball/CAN-2016 (dames)

La sélection nationale se prépare

LA SÉLECTION nationale de handball (dames) effectuera un stage préparatoire à Alger du 17 au 25 août en vue de la 22^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2016 prévue en Angola (28 novembre-7 décembre), a annoncé la fédération algérienne (FAHB). En vue de ce regroupement, l'entraîneur national Guernane Zoheir a fait appel à 23 joueuses. Le GS Pétroliers et le HBC El-Biar sont les plus représentés avec quatre joueuses chacun. A la CAN-2016, les Algériennes évolueront

dans un groupe B assez difficile en compagnie de la Tunisie (tenante du titre), de l'Égypte, du Congo et de la Guinée. La poule B est composée quant à elle de l'Angola (pays hôte), la RD Congo (vice-championne d'Afrique), le Cameroun, le Sénégal, et la Côte d'Ivoire.

Liste des joueuses convoquées :

Boudjellal Imène, Senouci Houda, Benabi Sara, Haimeur Fatiha (GS Pétroliers) Boussora Fatma, Iberraken Fatiha,

Belouchrani Feriel, Ferroun Souad (HBC El Biar), Meftah Imène, Meslem Zineb (HHB Saïda), Benaziez Aïcha, Benfoughal Oumina (FS Constantine), Oumedjkané Thiziri, Zouaoui Sylia (JS Awzelaguen) Kemiti Ikram, Mhenane Sabrina (HBCF Arzew), Benaâziez Aïcha (OJS Constantine) Bechir Silia, Ait Habib Sara, Azi Sara (US Akbou), Boukaâbene Meriem (HBC Gdiyel) Aïssaoui Ilisser (Boumerdès), Dendani Moufida (NRB Hammamet).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

ANP/Lutte antiterrorisme

Deux caches d'armement découvertes à Tamanrasset

DEUX CACHES contenant un important lot d'armements et des munitions ont été découvertes avant-hier après-midi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tamanrasset, près des frontières, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire relevant de la 6^e Région militaire à Tamanrasset ont découvert près des frontières, aujourd'hui 14 août 2016 à 16h00, deux caches contenant un lot d'armements et des munitions», précise-t-on de même source. Le lot d'arme-

ments se compose de «deux mitrailleuses lourdes de type Dictariov, deux mitrailleuses de type PKT, quatre pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil à lunette, trois fusils semi-automatiques de type Simonov et neuf fusils à répétition». Les deux caches découvertes par les détachements de l'ANP contenaient également «trois roquettes pour RPG-7, deux caisses à munitions pour mitrailleuse RPK, huit chargeurs pour pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, quatre grenades, 50 kilogrammes de nitrate d'ammoniaque, ainsi qu'une grande quantité de munitions de différents calibres».

France

Deux alpinistes se tuent dans les Alpes

DEUX ALPINISTES aguerris sont morts dimanche dans les Alpes françaises après avoir dévié et chuté d'une cinquantaine de mètres à 3 200 mètres d'altitude dans un couloir du massif de La Meije, ont indiqué les secours en montagne. La cordée était composée d'un homme de 34 ans et d'une femme de 37 ans, deux alpinistes français «aguerris», ont rapporté les secouristes du Peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM), cités par l'AFP. Les deux alpinistes progressaient très proches l'un

de l'autre, en corde tendue, lorsque l'accident est survenu, dimanche matin peu avant 6h30. Ils s'apprétaient à amorcer les premières pentes du couloir Duhamel, qui permet la traversée de La Meije par sa face sud. «L'un a emporté l'autre dans sa chute et ils ont dévié», ont précisé les secours en montagne, qui ont été alertés de la chute du couple par des témoins qui se trouvaient dans un refuge situé plus bas. Les deux alpinistes étaient morts lorsque les secouristes les ont rejoint et leurs corps ont été hélitreuillés.

Grave accident de la route à Bordj Bou Arreridj

4 morts et une fillette grièvement blessée

QUATRE personnes ont trouvé la mort est une fillette de cinq ans a été grièvement blessée dans un accident de la route survenu avant-hier après-midi dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, selon les services de la Gendarmerie nationale. L'accident qui s'est produit aux environs de 13h40 sur le chemin de wilaya (Cw) n°1 à proximité du village Ayadhat, dans la commune de Tassara, daïra de Ras El Oued, suite au renversement d'un véhicule léger, a fait quatre morts d'une même famille, deux hommes qui ont rendu l'âme sur place et deux femmes ayant succombé à leurs blessures quelque

temps seulement après l'accident dont l'une avant d'arriver à l'hôpital, a la brigade de la Gendarmerie nationale de Ras El Oued. Et d'ajouter que la fillette, âgée de 5 ans, qui était parmi les occupants du véhicule a été grièvement blessée et se trouve actuellement au service de réanimation de l'hôpital de Bordj Bou Arreridj. Les victimes originaires de la région de Collo, wilaya de Skikda, assistaient à une fête de mariage au village Ayadhat et s'apprétaient à rentrer chez eux, a expliqué la même source qui a annoncé l'ouverture d'une enquête pour déterminer les causes exactes de cet accident.

Cambriolage à la cité 600 logements d'Ihaddaden à Béjaïa

L'auteur arrêté et condamné à 18 mois de prison

LES ÉLÉMENTS de la 3^e sûreté urbaine a mis fin aux agissements de M.F. 27 ans natif d'Amizour auteur d'un cambriolage d'une maison à la cité des 600 logements à Ihaddaden dans la commune de Béjaïa. Le malfaiteur s'est emparé d'une somme de 960 000,00 DA et plusieurs objets, selon la victime B.S. 55 ans qui a déposé plainte contre X pour vol, apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les services de sécurité ont uti-

lisé des techniques scientifiques de recherches modernes pour identifier les empreintes digitales laissées par l'auteur du vol sur les lieux. Ils sont parvenus à identifier le nom du malfaiteur et récupéré par la suite les objets et la somme d'argent volés, lesquels ont été restitués à la victime contre la signature d'une décharge. Présenté devant le parquet de Béjaïa, «il éclopé de 18 mois de prison ferme», ajoute la même source.

H. C.

Aéroport de New York panique après une fausse alerte



Djalou@hotmail.com

Vo Vinam Viet Vo Dao

L'Algérie garde son trophée africain

■ L'équipe nationale algérienne de Vo Vinam Viet Vo Dao a triomphé lors des championnats d'Afrique de la discipline qui se sont déroulés dans la capitale ivoirienne, Abidjan, du 10 au 15 août courant.

Par Mahfoud M.

La sélection nationale a pris la première place durant ces championnats avec 34 médailles, dont 31 en or et 3 en argent. Elle a été suivie du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. C'est le deuxième titre africain consécutif pour les Verts qui s'étaient imposés il y a déjà deux ans à Alger lors de la première édition de ces championnats d'Afrique de cette discipline qui est devenue très prisée en Algérie et surtout représentative, avec les Championnats du monde qu'a accueilli notre pays aussi l'année dernière et qui a vu l'Algérie prendre la deuxième place, derrière le Vietnam, pays où a été créée cette discipline. Pour revenir à ces championnats d'Afrique d'Abidjan, il faut savoir que 120 athlètes y ont participé, dont 28 algériens qui ont pris



part aux différentes compétitions (katas et combats). A noter que même l'arbitrage algérien était présent en force lors de ces championnats, surtout que nos arbitres bénéficient d'une formation continue et participent régulièrement à des stages de perfectionnement. M. M.

Tizi Ouzou

La route n'en finit pas de tuer

L'HÉCATOMBE sur les routes de la wilaya de Tizi Ouzou continue. Avant-hier après-midi, deux personnes ont été tuées dans deux accidents survenus à deux endroits différents de la wilaya portant ainsi le nombre de décès depuis vendredi à quatre après celui enregistré vendredi dernier sur la RN 12 à hauteur de Oued Aissi dans la commune de Tizi Ouzou. Le premier accident, selon les indications fournies par le chargé de communication du groupement de la gendarmerie nationale à Tizi Ouzou, le capitaine Dehou Lahbib, a été enregistré sur le CW 128 reliant la ville du chef lieu de wilaya à Boghni (Sud) au cours duquel un véhicule léger de marque Peugeot

205 a quitté précipitamment la chaussée pour faire une chute sur 30 mètres.

Son conducteur, un homme de 39 ans, est mort sur le coup. Alors que le second accident, toujours selon la même source, s'est produit sur la RN 30 à hauteur de la localité de Tizi N'Tlatha quand deux véhicules, un léger et un camion, sont entrés en collision. Le conducteur du véhicule léger, 68 ans, a trouvé la mort sur les lieux. La gendarmerie a diligemment des enquêtes pour déterminer avec exactitude les circonstances de ces deux nouveaux drames routiers à Tizi Ouzou.

Hamid M.

Japon Séisme de magnitude 5,6 au large de Fukushima

UN SÉISME d'une magnitude de 5,6 a frappé hier le large de Fukushima, sans entraîner de risque de tsunami, a annoncé l'agence japonaise de météorologie. La secousse, ressentie jusqu'à Tokyo, s'est produite en mer, avec un hypocentre situé à quelque 28 km de profondeur, a précisé l'Institut américain de géologie (USGS). Le Japon, situé à la jonction de quatre plaques tectoniques, subit chaque année plus de 20% des secousses les plus fortes enregistrées dans le monde. Il a connu en avril une série de puissants tremblements de terre dans la région de Kumamoto (sud-ouest), ayant fait une cinquantaine de morts. Plusieurs secousses ont été nettement ressenties dans la capitale ces dernières semaines, avec des épicentres situés dans les régions limitrophes.